

Sites du Ladyss

Campus Condorcet

5, cours des Humanités 93322 Aubervilliers
RESPONSABLE DE SITE Catherine CARRÉ
MÉL catherine.carre-gilliot@univ-paris1.fr

Université de Paris

UFR GHSS Case 7001, Bâtiment Olympe de Gougues
5, rue Thomas Mann 75025 Paris Cedex 13
RESPONSABLE DE SITE Pascal GROUIEZ
MÉL pascal.grouiez@univ-paris-diderot.fr

Université Paris 8 Vincennes S'-Denis

Département de Géographie
2, rue de la Liberté 93526 Saint-Denis
RESPONSABLES DE SITE
Olivier ARCHAMBEAU & Jean-françois VALETTE
MÉL olivier.archambeau@univ-paris8.fr
& jean-francois.valette02@univ-paris8.fr

Université Paris Ouest Nanterre La Défense

Bâtiment Max Weber – 2e étage
200, av. de la République 92001 Nanterre Cedex
RESPONSABLES DE SITE
Stéphane RICAN & Anne-peggy HELLEQUIN
MÉL srican@parisnanterre.fr
& ap.hellequin@parisnanterre.fr

Une implication dans les communautés de recherche

Plusieurs réseaux

✂ Le GIS CIST «Collège international des sciences du territoire» qui a pour objectif de contribuer à formaliser et organiser ce champ interdisciplinaire, à une échelle française et internationale, notamment européenne.

✂ GIS GEMDEV «Groupement d'intérêt scientifique pour l'étude de la mondialisation et du développement» qui a pour objectif de rassembler des formations et des équipes de recherche de différentes universités et grandes écoles de la Région Île-de-France.

✂ La Fédération Île-de-France de recherche sur l'environnement (FIRE) qui a pour vocation essentielle de promouvoir la recherche interdisciplinaire dans le domaine des sciences de l'environnement.

✂ Le Pôle Image qui est une plateforme humaine et technique dédiée à l'image comme objet d'étude dans le secteur des sciences humaines et sociales.

Comue, Idex, Labex et Equipex

Le Ladyss est rattaché à trois Comue (Université Paris Lumières, Université Sorbonne Paris Cité, HeSam Université), à l'Idex Centre des Politiques de la Terre (CPT), au Labex Dynamite et à l'Equipex Open Edition.

Atelier 3 Agriculture, Alimentation et Cohésion sociale

Animatrice Ségolène DARLY Géographe, Université Paris 8

L'agriculture constitue pour les membres de cet atelier une entrée privilégiée pour analyser les processus d'ancrage local de la globalisation et des nouveaux enjeux qui y sont liés, qu'il s'agisse de ses conséquences en termes de déstructuration territoriale ou des réponses des acteurs locaux sous forme d'initiatives alternatives et de nouveaux modes de coordination. La problématique de l'évolution des marchés de l'alimentation en relation avec les zones de production et de consommation et donc des flux de marchandises sera aussi abordée.

Pour son démarrage, l'atelier fonctionnera sur la base de séminaires qui serviront à confronter les résultats de recherche des participants, autour de plusieurs thématiques : les dynamiques territoriales et patrimoniales liées à la restructuration des filières agro-alimentaires, les stratégies foncières des acteurs de la filière et des territoires, la construction d'initiatives de développement local, les fonctions économiques et sociales de l'informalité en agriculture.

L'objectif est aussi de renouveler les questions de recherche dans ce domaine en croisant les différentes catégories d'analyse des systèmes agricoles : agriculture paysanne, de ferme, urbaine, périurbaine, de montagne, patrimoniales, etc.

Atelier 4 Santé, enjeux sanitaires et territoires

Animatrice Peggy HELLEQUIN Géographe, Université Paris 10

La santé joue un rôle décisif dans les dynamiques sociales et la recomposition des espaces. Au sein de cet atelier, nous nous interrogerons sur les changements sociaux, économiques ou environnementaux (mouvement d'urbanisation, crises économiques, mondialisation, changement climatique, etc.) en lien avec les inégalités sociales et territoriales de santé (offre, recours, comportements et état de santé de la population, facteurs de risque).

Les processus territoriaux à l'œuvre dans la constitution de ces inégalités (dynamiques des acteurs locaux, systèmes d'actions, rapports de pouvoir, logiques identitaires) seront décryptés ainsi que les manières d'y faire face (processus durable de co-production, de partage des connaissances en rapprochant formation, recherche et action publique). L'enjeu des recherches réalisées au sein de cet atelier est ainsi de mettre en évidence les liens qui s'établissent entre l'organisation et le fonctionnement des territoires et les caractéristiques sanitaires des populations, pour aider à identifier les leviers permettant d'améliorer les situations locales et contribuer à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé.

Atelier 5 Le vivant et ses enjeux territoriaux et environnementaux

Animatrice Catherine CARRÉ Géographe, Université Paris 1

Cet atelier réunit les chercheurs travaillant sur le vivant (faune, flore) en lien avec les territoires, autour de questions à l'articulation entre fonctionnement écologique et enjeux sociaux. L'objectif est d'évaluer l'état de la biodiversité via le développement d'indicateurs et de s'interroger sur les modalités d'appropriation des connaissances entre les acteurs scientifiques et les acteurs locaux afin de concevoir des politiques environnementales plus participatives. Les points de vue de ces acteurs sont analysés, combinés, comparés afin d'élaborer des scénarii d'aménagement, utilisés comme support à la discussion pour l'aide à la décision.

L'atelier s'intéresse également aux changements environnementaux (changement climatique, érosion de la biodiversité, dynamiques des paysages, etc.), appréhendés à travers l'évaluation (grâce aux collaborations avec les sciences de l'environnement) et la perception de leurs effets écologiques et sociaux (en lien avec l'atelier 6). Les recherches développées s'appuient sur l'élaboration de protocoles normés et reproductibles, pour étudier le vivant comme un système complexe et dynamique, résultant de processus sociaux et naturels.

Atelier 6 Spatialité du vivant, du geste intime au façonnage collectif des milieux

Animatrice Ségolène DARLY Géographe, Université Paris 8

Ce séminaire souhaite interroger les pratiques, représentations, métaphores, expériences envers les vivants qui réfutent le grand partage supposé entre nature et culture. Ainsi nous souhaitons porter l'attention sur les expériences de natures vécues par les individus et les collectifs dans une diversité de socio-écosystèmes. Nous regarderons la diversité des savoirs, les façons dont les connaissances se construisent (sans préjuger de qui apprend à qui) ; comment elles se transforment et circulent dans l'espace public et privé. Nous étudierons comment les lieux comme les êtres font présences et quels indices s'offrent aux humains pour les saisir. Une réflexion particulière sera donnée aux liens entre corporités de l'expérience et spatialités ainsi que leurs implications éthiques ; ou pour le formuler autrement aux temps des catastrophes : quelles co-habitations entre corporités humaines et territoires seraient à la hauteur des enjeux de justice et politiques écologiques de la Terre ? L'une des pistes identifiées serait de proposer d'autres façons de ressentir et de transmettre l'expérience vécue pour sortir de l'oculocentrisme dominant. Ces travaux s'inscrivent dans une perspective de renouvellement des méthodologies des sciences sociales et des humanités environnementales empruntant aux arts et à la création, dans une perspective située.

Autres activités

Enseignements

Le Ladyss est impliqué dans 5 écoles doctorales : sur Paris 1, École doctorale de géographie de Paris (ED 434) ; sur Paris 7, École doctorale Économies, espaces, sociétés, civilisations : pensée politique, critique et pratiques sociales (ED 382) ; sur Paris 8, École doctorale Sciences sociales (ED 401) ; sur Paris 10, École doctorale Milieux, cultures et sociétés du passé et du présent (ED395) et École doctorale Économie, organisations, société (ED 396).

Activités éditoriales

Revue natures sciences sociétés

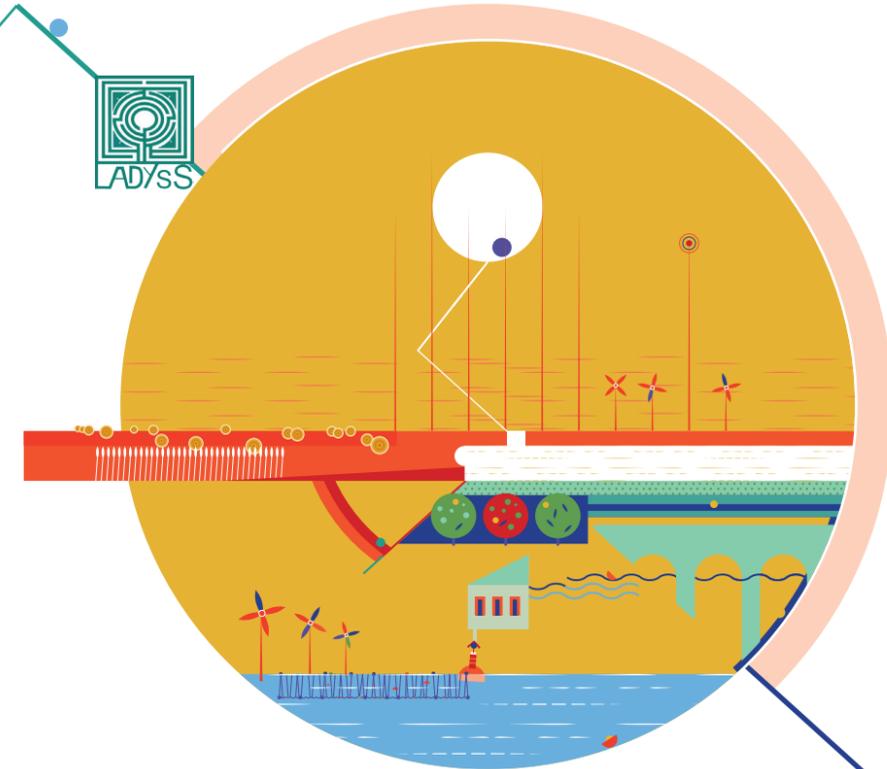
Soutenue par le Cirad, le CNRS (INEE et INSHS), l'Ifremer, l'Inra, l'IRD et l'Irstea. Jean-Paul Billaud en est l'un des rédacteurs en chef. NSS a pour vocation d'accueillir tout texte original (en français ou en anglais) traitant des interactions entre les sociétés et leur environnement.

Revue de la régulation

Soutenue par la MSH Paris Nord et l'INSHS. Thomas Lamarche en est le rédacteur en chef. La revue vise à fournir un lieu d'expression pour les analyses qui s'inscrivent dans la filiation des recherches régulationnistes, et plus largement institutionnalistes.

et aussi...

Revue East-West Journal of Economics and Business (rédacteur en chef: Yorgos Rizopoulos, Université Paris 7, Ladyss); Collection «Pays de l'Est» chez L'Harmattan.



Laboratoire Dynamiques Sociales et Recomposition des Espaces

Transversalité 1 Inégalités et injustice territoriale: renouveler les apports



Responsables
Pascale FROMENT
Géographe
Université Paris 8
et Antoine REBÉRIOUX
Économiste
Université Paris 7

Caractériser les sociétés à travers le prisme des inégalités, décrire les formes d'inégalités, comprendre les processus qui les produisent, les reconduisent, les recomposent, les amplifient ou les corrigent constitue un axe d'interrogation de fond des travaux portés historiquement par le LADYSS.

Caractériser, à partir de champs thématiques et de disciplines différentes, les formes de développement inégal au sein des sociétés, des espaces physiques et sociaux qui les composent (pays au sein d'ensembles régionaux, villes au sein de réseaux urbains, rapports villes-campagnes, quartiers au sein de villes, etc.), et reconstituer les logiques inégalitaires qui en sont à l'origine, permettent de mettre en perspective historique, sociale, politique, philosophique, en termes de genre, la production et les mutations du social contemporain à différentes échelles. L'objectif est de relire la notion d'inégalité avec celle d'injustice notamment au prisme de transformations profondes des 20 dernières années, de tenir compte de temporalités diverses et de relier plus fortement la notion, notamment à celle de « transition », afin d'envisager les éléments de rupture ou de continuité dans les formes d'inégalités mais aussi dans leurs représentations, mais aussi en lien avec les diverses mobilisations (cf. Transversalité 2).

S'interroger sur les modalités de genèse des inégalités renvoie à la question de leur définition et de leur mesure. Comment passer de l'observation de disparités, de différences, de discriminations, d'écarts sociaux et spatiaux de distribution, d'allocation, d'accès à des ressources, d'exposition à des risques, à une pensée en termes d'inégalité(s) ?

Sur le plan méthodologique, à partir de quelles références normatives, avec quelles catégories, et à quelles échelles mesurer des écarts ? Comment ces normes et catégories sont-elles construites et sur quoi se fonde leur légitimité ? La nécessaire approche critique – épistémologique – des choix opérés participe elle-même de la construction et du renouvellement de l'objet « inégalités ».

Sur le plan philosophique et politique, à partir de quels idéaux et idéologies, des écarts observés peuvent-ils ensuite être qualifiés d'injustes ? Par quels processus les normes, les limites du juste, de l'(in)acceptable se construisent-elles et évoluent-elles ? Par, pour et avec qui ? Quels rôles jouent les différents acteurs publics et privés, institutionnels, politiques, citoyens, individuels dans les logiques de (re)connaissance – ou non – des inégalités en vue de leur transformation ?

Par quels rapports de force et de sens entre groupes, entre espaces, inscrits dans la durée, des différentiels de capacité d'agir s'installent-ils,

créant des situations de vulnérabilité variées prises dans des spirales tantôt vertueuses tantôt négatives d'enfermement ? Comment les politiques publiques, les mobilisations, l'action collective s'inscrivent-elles dans la tension entre néolibéralisme et régulations collectives et contribuent-elles à transformer le sens de ces logiques, à diminuer ou à aggraver les inégalités ?

L'analyse des inégalités débouche alors nécessairement sur la question de l'articulation de la production de la connaissance scientifique et des savoirs d'autres natures, aux logiques d'action des acteurs privés, publics, citoyens, etc. Quels rôles joue la production de connaissance dans la transformation du réel, dans la dynamique du changement ? Ce questionnement interroge nécessairement le positionnement du chercheur, son engagement et les modalités d'inscription et d'interactions de son activité avec d'autres secteurs, professionnels ou citoyens. Travailler, chercher, produire de la connaissance sur les inégalités, c'est aussi travailler les inégalités en inscrivant l'activité des chercheurs dans une interrogation permanente sur ce qui permet de faire société et ce qui produit des coupures, voire des ruptures.

Transversalité 2 Mobilisations, engagement, action collective



Responsables
Nathalie BLANC
Géographe
CNRS
et Anne SOURDRIL
Anthropologue
CNRS

Les notions de mobilisations, d'engagement, d'action collective sont ancrées dans les ambitions et les démarches du LADYSS, soit l'attention portée aux nombreuses formes que prennent les activistes, les actions citoyennes, l'agir. Ces mobilisations constituent des renouvellements du politique, elles renvoient aux modalités multiples d'action et d'échelle. Ce sont des processus d'innovation sociale, bien que le caractère de nouveauté mérite toujours d'être interrogé.

Mettre en question les modalités de mobilisation et d'action collective s'inscrit dans une démarche de capitalisation qui doit permettre de revenir aux acteurs et aux processus instituants, considérés au sens des dynamiques de changement des normes, des règles, des institutions, mais aussi des pratiques, des relations sensibles. Ce qui est en jeu est la capacité à faire évoluer les cadres, la capacité des collectifs à s'engager dans des fabriques instituant. Le politique se mixe en ce sens d'écologique, de productif, d'habiter, il renvoie aux différentes manières de faire société qui coexistent et se confrontent.

Certaines mobilisations populaires s'inscrivent « contre », contre cer-

taines politiques publiques, contre des régimes politiques, comme dans le cas des printemps arabes ou de luttes environnementales. Mais, notamment dans son ancrage sociospatial, l'action collective renvoie aussi à des mobilisations et des engagements « pour », pour une alimentation saine, pour des formes d'émancipation dans le travail, pour des conditions de production agricole écologiquement viables, pour le respect animal, pour la sauvegarde d'espèces, de milieux ou de lieux, pour la qualité de l'eau, pour une science citoyenne, etc.

Nombreuses sont les modalités de recherche à propos de ces mobilisations. Il convient de souligner l'implication conjointe des chercheurs auprès des acteurs, sur des terrains variés. Recherche-action, recherche-intervention, recherche-création, mais aussi différentes formes d'expertises coexistent, auprès de la société civile, des entités publiques, d'entreprises, etc.

Travailler les formes d'action collective suppose de saisir au-delà de l'engagement des individus, ce qui est en jeu à des échelles intermédiaires. L'agir collectif peut ainsi se saisir en tant que dimension méso, non pas seulement définie au sens d'intermédiaire entre l'individu et la dynamique macro (en termes de politique publique, de gouvernance mondiale), mais aussi au sens de logique ou de dynamique propre à des collectifs, en interaction avec des construits globaux. Les imbrications d'échelle de ces mobilisations, engagements, de cet agir collectif constituent un axe de travail essentiel pour comprendre la fabrique du monde de demain.

Transversalité 3 Questionnements méthodologiques et réflexivité des démarches scientifiques

Responsables
Thierry FEUILLET
Géographe
Université Paris 8
et Étienne GRÉILLON
Géographe
Université Paris 7

La réflexion sur la construction de la recherche et des savoirs scientifiques constitue une dimension forte de l'histoire du laboratoire. Dans cette optique, le prochain quinquennal fixera notamment dans son agenda plusieurs chantiers de discussion et d'expérimentations poursuivant cette tradition, au bénéfice des nombreux apports déjà réalisés sur ces aspects.

Pour un laboratoire qui souhaite faire des pas de côté par rapport au paysage parfois figé de l'organisation du débat entre les sciences, réfléchir aux incompréhensions qui peuvent naître de l'interdisciplinarité représente une des discussions phares de cette transversalité. Parmi les sujets de questionnement, on peut citer la formulation des enjeux scientifiques, qui dépend en premier lieu du vocabulaire dans le dialogue scientifique :

notions, concepts, synonymie et divergences des termes et donc des approches conceptuelles. L'organisation de la recherche et la gestion différenciée du temps entre différentes pratiques, démarches et méthodes (monographie, recherche-action, recherche intervention, expertise, expérimentations) constituent un autre enjeu de discussion. Dans ce dialogue, on retrouve par ailleurs une vieille question sur laquelle le LADYSS intervient depuis de nombreuses années, celle du croisement et des articulations entre démarches qualitatives et quantitatives, et conséquemment le lien à l'instrumentation et aux données.

Cette préoccupation sur la production des données fait écho à l'enjeu de la métrologie. Il s'agit alors d'interroger la construction des états de référence, objectif qui nécessite un travail fin sur les mesures, afin notamment de pouvoir permettre leur comparabilité dans le temps. C'est la construction des indicateurs qui resurgit ainsi dans le débat, lequel s'illustre à travers de nombreuses recherches menées au sein du LADYSS, et cela à des échelles très variées.

Deuxième grand thème de réflexion, celui de la communication et de la transmission des savoirs scientifiques, voire de la coproduction acteurs-chercheurs, thème qui parcourt les trois transversalités tans il est au cœur de l'identité du LADYSS. Comment répondre à la demande d'outils opérationnels qui émane des pouvoirs publics, des partenaires financeurs, voire d'organisations de la société civile et d'entreprises ? Quel est le statut de ces connaissances nouvelles, comment présenter ces résultats de recherche, comment et à qui les transférer, notamment en lien aux différentes formes d'appropriation du savoir ? Comment se situer vis-à-vis de la demande sociale de « vérité scientifique » ?

Troisième chantier, qui reprend là aussi un thème récurrent des frictions entre des cultures scientifiques différentes, celui de la construction des démarches de modélisation, voire de la mise en débat de modèles à vocation normative ou à usage normatif. Ce sont là des notions et des méthodes à déconstruire : extraire et prioriser des paramètres clés pour comprendre les phénomènes, hiérarchiser ou formaliser les enjeux et interactions d'échelles, modéliser l'action des personnes, etc. sont autant de choix structurants qu'il faut sans cesse mettre en débat. Il nous semble qu'il peut y avoir un intérêt majeur à confronter des pratiques des chercheurs travaillant sur des objets différents et construisant ainsi des ponts et des points de comparaison. Réfléchir à la hiérarchisation des facteurs, à la sélection des variables, à la formalisation des rationalités à l'œuvre mérite toujours un grand renfort de précautions et de mise en perspectives.

Dans le domaine de l'expérimentation méthodologique, le LADYSS continue d'innover sur certaines méthodes de recherche notamment qualitatives, lesquelles ont constitué jusqu'ici la boîte à outils d'une grande partie de ses travaux. En particulier, il poursuit des expérimentations et discussions en matière d'analyse des réseaux et d'approches à l'échelle de l'individu comme les approches biographiques (récits de vie, témoignages, etc.).

Atelier 1 Modèles alternatifs d'entreprises et d'organisations

Animateur Pascal GROUIEZ Économiste, Université Paris 7

Les défis étudiés portent sur la compréhension des phénomènes d'approfondissement des crises (économique, sociale, environnementale) et des réponses à apporter. Ces crises renforcent les tensions sur l'accès aux ressources, les conditions d'emploi, etc. Des dynamiques de fragmentation prennent l'ascendant sur les processus d'unification. L'objet de l'atelier est d'identifier les formes émergentes d'organisation, en passant de l'analyse des fractures et des crises à celle des configurations d'entreprise en formation. Ainsi, de nombreuses réponses sont formulées : L'engagement des entreprises dans une stratégie de développement durable qui implique de mobiliser à la fois une pluralité de modèles économiques d'entreprise et des changements institutionnels.

L'extension de l'économie sociale et solidaire. La multiplication des formes coopératives ou collaboratives suppose un travail de cartographie de ces modèles et ces expérimentations, qui renvoient à des dispositifs institutionnels et des pratiques très variées.

Un travail critique sur des économies socialistes (formes communautaires, entreprises autogérées, etc.) pourrait fournir des enseignements pertinents qui, enrichies avec des problématiques nouvelles, seraient en mesure de contribuer à l'élaboration de nouveaux modèles.

Ces transformations confèrent à l'espace local un rôle majeur dans le développement de nouveaux rapports sociaux. En rendant compte des démarches de construction de l'action des organisations, on peut interroger la place du territoire, en tant qu'espace d'expression et d'interactions, et cela à différentes échelles, locale bien sûr, mais aussi nationale, et internationale.

Atelier 2 Transitions : organisations, territoires et sociétés

Animatrice Aline BROCHOT Géographe, CNRS

L'objectif de cet Atelier est d'interroger les différentes configurations de transformation des sociétés et de leurs institutions dans une perspective multidimensionnelle à diverses échelles : trajectoires organisationnelles, articulation entre acteurs et projets de territoire, processus de transformation des capitalismes, etc. Il s'agit d'apporter des éclairages, à la fois théoriques et empiriques, sur les questions posées par les phénomènes de transition dans le contexte de la globalisation et sur les formes de réponse qui y sont apportées par les acteurs privés comme publics. Dans une perspective théorique, la discussion portera sur les acceptations actuelles de la notion de transition et ses temporalités, les (inter)dépendances entre facteurs de transformation, les bricolages institutionnels, le rôle des crises et de leurs dimensions normative/descriptive, les diverses expressions de la tension entre jonctions institutionnelles et expérimentations... Sur le plan méthodologique, des grilles d'observation de ces processus sont explorées. Du point de vue empirique, il importe de décrypter les voies et moyens qu'adoptent les différents acteurs et groupes d'acteurs, à quelque échelle que ce soit, pour infléchir, accompagner ou contester ces mutations. Ce qui renvoie à l'analyse des formes, moments et lieux de la mobilisation et de l'agir, individuel comme collectif (politiques publiques, crises institutionnelles et catégorielles, fronde sociale et régionale...). L'hypothèse générale étant que ces processus conduisent à l'émergence de nouvelles arènes politiques impliquant plus largement acteurs et territoires et induisant de nouvelles modalités du débat démocratique.